

INÉDIT • Puisé dans les archives

Je me permets de vous confirmer la demande introduite par lettre du 25 juin 1975 émanant de la S.A. des Carrières de Porphyre de Quenast.

La Société, pour des raisons commerciales fort valables, souhaiterait vivement que dans l'appellation de la nouvelle entité résultant de la fusion de Rebecq, Quenast, Bierghes, vous laissiez au moins subsister le nom de Quenast.

Le Ministre des Affaires Economiques semble souhaiter aussi que ce dernier nom soit conservé.

Je vous remercie à l'avance de bien vouloir faire examiner ce petit problème avec toute l'attention qu'il mérite.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Franz JANSSENS

La bataille fait rage sur le nom de la future entité. Joseph Michel propose Rebecq-Rognon. D'autres formules jaillissent des conseils communaux concernés comme Rebecq-Quenast ou Roc-sur-Senne.

Fin juin 1975, Louis Jacques, président de la S.A. Carrières de Porphyre de Quenast (aujourd'hui Gralex) adresse une lettre au ministre pour lui demander de donner le nom de Quenast à la nouvelle commune : « Dans l'intérêt de la région et dans celui de notre société [...], je me permets d'espérer que [...] votre décision sera telle que le nom de Quenast continuera à figurer dans nos atlas et sur les cartes routières. »

Fin août, un sénateur PLP de la région de Gosselies, Franz Janssens, président du premier Conseil régional wallon, relaie à son tour la demande des carriers. Franz Janssens était auparavant secrétaire particulier auprès des Warnant, autre grande famille impliquée dans l'industrie quenastoise.

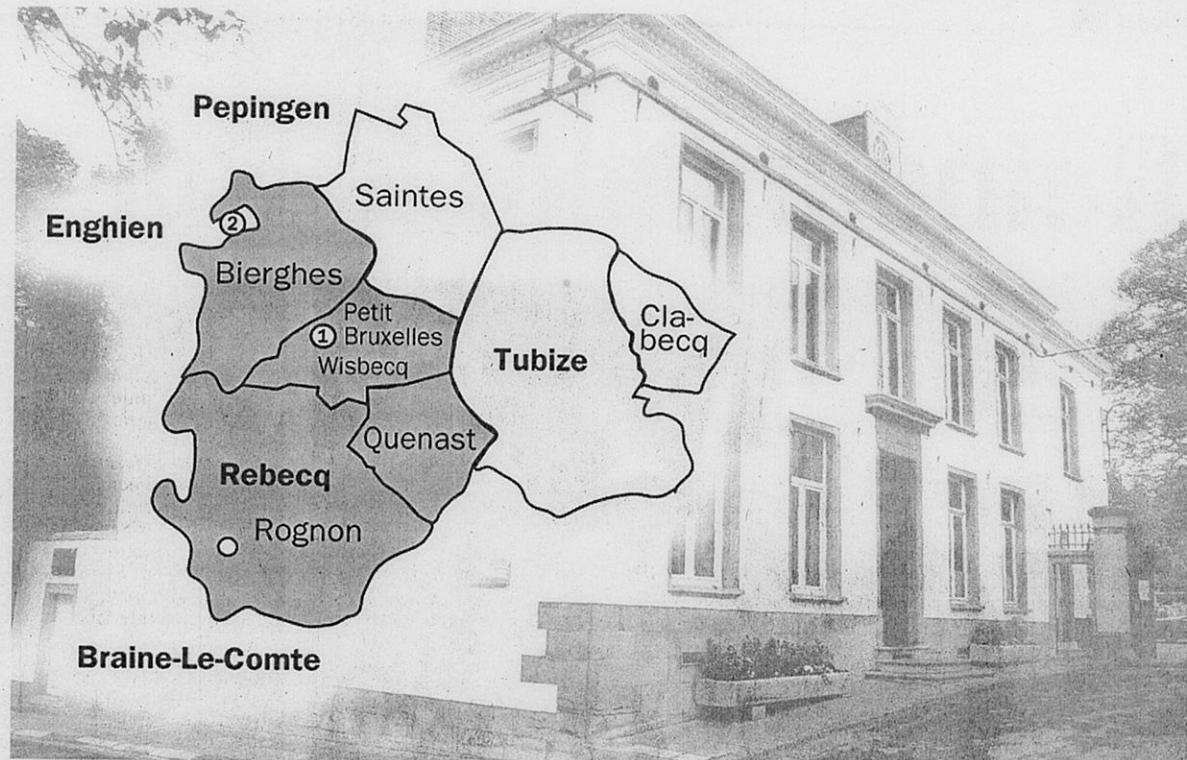
Joseph Michel répondra, début septembre, par une fin de non-recevoir, tout en rassurant son interlocuteur : « La réputation de Quenast ne sera en aucune manière diminuée. »

Le ministre se souviendra de cet épisode dans ses mémoires : « On avait l'impression, à tort me semble-t-il, que l'attribution d'un nom à l'entité nouvelle rejetait les prénoms dans les oubliettes. »

S. V.

HISTOIRE DES FUSIONS • Rebecq

Les Monseus de Rebecq l'emportent sur les Cayoteux de Quenast



Les hameaux de Wisbecq et de Petit Bruxelles sont détachés de Saintes et rejoignent Rebecq dans la fusion. (2) En vain, Bierghes réclame à Engghien l'enclave du bois de Strihou.

Le pourquoi du comment

Le Plan Michel, adressé aux six communes de l'Ouest du Brabant wallon, avait pour ambition ultime de les réunir toutes dans une grande fusion autour de Tubize. Il n'en a rien été.

● Pourquoi ? Au total, le PSB y disposait de 43 conseillers sur 70. Autant dire que les élections de 76 auraient été tout bénéfique pour les socialistes. Il fallut donc se résigner à diviser... pour régner.

● Comment ? René De Smedt, président du PSC de l'arrondissement et conseiller minoritaire à Rebecq-Rognon, avait toute la confiance du ministre Michel pour proposer le meilleur plan de fusion.

À court terme, pour le propulser à la tête de sa commune et, à plus long terme (mais il l'ignorait, bien sûr), faciliter l'ascension d'un jeune conseiller communal de Tubize, Raymond Langendries.

Mais les erreurs stratégiques des socialistes rebecquois ou les querelles intestines de leurs camarades tubiziens allaient être tout aussi déterminantes...

S. V.

Brèves de fusion

Préfusion

● Sous la période hollandaise, en 1824, Rognon, une petite commune de 70 habitants est rattachée à Rebecq.

Les élections de 1970

● À Bierghes, Léopold Nuttink (PSC), bourgmestre depuis 1947, remporte 5 sièges sur 7. Au collège : Léon Bruynbroeck et Jules Demol.

En 1976, à la suite du décès du maire, Léon Bruynbroeck assure l'intérim et est remplacé au collège par Jean Marchand. À Quenast, René Delor (PSB), en place depuis 1946, décroche 8 sièges sur 13. Au collège : Georges Marin et Georges Ghislain.

Enfin, à Rebecq-Rognon, à la suite du décès du bourgmestre Rodolphe Bartholomé (1947-1968), André Cheron (PSB) prend la relève et remporte, en 1970, une majorité de 9 sièges sur 13. À son tour, en 1971, André Cheron décède. Marcel Bartholomé le remplace. Au collège : Arthur Huart et André Avau.

Les autres plans

● L'administration du minis-

tère de l'Intérieur (le Plan Costard) suggérait déjà la formule proposée par Joseph Michel (Rebecq, Bierghes, Quenast et l'Ouest de Saintes), sauf pour le nom de la commune. Elle préférait Quenast. L'Union des villes et communes et l'ULB, quant à elles, préconisaient une formule à quatre : Saintes venant rejoindre tout entière la nouvelle entité.

Référendum et pétitions

● Rien n'est simple dans la commune de Saintes, déchirée entre Tubize et Rebecq. Une première pétition, signée par 17 personnes de Petit Bruxelles, adressée au collège le 7 mars 1975, réclame le maintien de leur hameau dans la fusion de Tubize.

Le 11 mars, contre-offensive de 456 habitants de Wisbecq et de Petit Bruxelles pour le rattachement à Rebecq. Finalement, à la demande des habitants lors d'une réunion publique tenue le 5 avril, un référendum est organisé le 20 avril 1975. Quelque 1 054 habitants y participent (58 % de participation) et 575 votent pour le rattachement complet à Rebecq et 468 pour Tubize.

En conclusion d'une superbe partie de billard à quatre bandes, René De Smedt tire son épingle du jeu et devient, en 1977, le premier maireur du grand Rebecq.

CHRONIQUE des années 70 en bord de Senne, en compagnie de Jules Demol, André Fagnard, Paul Lekien, Gilbert Hautenhauve, Jean Braun, les tracts électoraux, les journaux de l'époque et les archives inédites du ministre Joseph Michel.

Bierquebecq ou Requebier ?

Arrivé au début février 1975 sur les tables des quatre conseils communaux, il faudra attendre le 22 mars pour qu'une véritable concertation se mette en place. Ce jour-là, une réunion associe les mandataires de Rebecq, Bierghes, Saintes et Quenast. André Fagnard, secrétaire communal depuis vingt-huit ans, fait un vibrant plaidoyer pour le futur grand Rebecq, tout en reconnaissant qu'en matière de services pour le troisième âge, tout reste à faire.

Commence alors un vérita-

ble remue-ménages pour donner un nom à la nouvelle entité. On entend de tout : Rebecq, bien sûr, mais aussi Lapière, Porphyre, Bierquebecq ou Requebier. Pour contenter tout le monde, on essaiera Rebecq-Quenast, voire Rebecq-Quenast-Bierges. Finalement, c'est Jean Braun, conseiller socialiste à Rebecq, qui fait l'unanimité avec une proposition qui marquera encore longtemps les esprits : Roc-sur-Senne !

Bierghes-lez-Engghien

À l'extrême ouest du Brabant wallon, les habitants ont leurs habitudes du côté de Hal ou d'Engghien. La vie politique est plutôt calme. Léopold Nuttink a renversé le socialiste Fernand Habils voilà bien longtemps déjà (1958) et depuis les dernières élections, en 1970, il n'y a plus aucun socialiste au conseil.

Jules Demol fait ses premiers pas sur la scène politique locale. Dépassant en voix de préférence le vieil échevin Marcel Clavie, il réussit, avec un petit coup de main des deux conseillers libéraux, à forcer la porte du collège.

Le 10 avril 1975, le conseil communal rend son avis sur le Plan Michel. Il se déclare opposé à toute fusion... mais se résigne à la subir si elle lui est lé-

galement imposée. Tout en approuvant le regroupement avec Rebecq, Quenast et une partie de Saintes, le conseil réclame la remise à neuf de la seule route qui mène au centre de la nouvelle entité et l'annexion du bois de Strihou, une enclave du Petit-Engghien dans le nord de Bierghes.

Pour ce qui est du nom, le conseil propose Roc-sur-Senne ou le maintien de Rebecq... du moment que la consonance soit bien francophone et ne se prête à traduction « dans aucune autre langue ».

Quenast !

Le conseil communal de Quenast se réunit le 25 avril 1975 et discute des propositions du ministre Michel. À l'unanimité, il approuve la petite fusion à trois et rejette le regroupement avec Tubize, au motif que « la configuration serait disproportionnée avec toute possibilité de maintien d'une administration locale proche du citoyen. »

Pour ce qui est du nom à retenir, dit le conseil, d'accord pour Roc-sur-Senne ou sinon, il y aura lieu de tenir compte du renom de Quenast - tant sur le plan européen que national - grâce à son industrie extractive du porphyre !

René et Pistache

Mais c'est à Rebecq même

que se noue le destin de la future entité. Et en particulier, grâce aux interventions de René De Smedt, président du PSC pour tout l'arrondissement de Nivelles et conseiller communal dans l'opposition depuis 1958.

Il suit de très près tous les projets de fusion et qui circulent depuis 1972. Il a l'intuition - géniale, il faut l'écrire - que la seule façon d'éviter une mainmise socialiste sur tout l'Ouest du Brabant wallon est de faire aboutir la création de quatre plus petites entités : Tubize, Ittre, Braine-le-Château et Rebecq. Le premier juillet 1975, à quelques jours de la décision du conseil des ministres, il écrit à Joseph Michel.

On y apprend que c'est lui, en janvier 1975 (juste avant l'envoi du Plan Michel) qui a tracé sur cartes la division de la commune de Saintes (les hameaux de Wisbecq et de Petit Bruxelles étaient réputés pour être plutôt chrétiens). C'est également lui qui propose alors de reporter l'annexion du bois de Strihou à une future commission des frontières, au motif qu'Engghien fait partie des communes à facilités... et donc intouchable.

Le conseil est alors composé de 9 socialistes, 2 chrétiens et 2 libéraux. Marcel Bartholomé, dit « Pistache », a pris la succession d'André Cheron, décédé

en 1972, mais s'il bénéficie d'un fort capital de sympathie, il n'a pas vraiment l'étoffe d'un bourgmestre et c'est son secrétaire communal, André Fagnard, qui garde la maison.

Le débat au conseil a lieu le 29 avril. Comme chez ses voisins, le Plan Michel est adopté à l'unanimité, Tubize est rejetée. Roc-sur-Senne est approuvé à l'unanimité moins deux voix... celles de De Smedt et de son collègue Wilmer Willot qui préférèrent Rebecq.

Vers les élections

L'intuition des sociaux-chrétiens, écrivions-nous, mais aussi la propension qu'ont les socialistes de l'Ouest de se tirer des balles dans les pieds.

Dès 1975, René De Smedt prépare sa liste. Il recrute le D^r Paul Lens, Paul Lekien (aujourd'hui secrétaire communal), Jules Demol et Léon Bruynbroeck.

Côté socialiste, « Pistache » se retrouve en quatrième place et doit laisser la tête de liste à André Ghislain, président sortant de la commission d'assistance publique de Quenast.

Le 10 octobre, l'Entente communale de De Smedt rafle 8 sièges et s'associe aux deux libéraux de la liste de Freddy Fontaine. Les Rebecquois n'étaient pas prêts à confier le mayorat à un « Cayoteux ».

Stéphane VANDEN EEDE

QUE SONT DEVENUES LES MAISONS COMMUNALES ?



L'actuelle maison communale de Rebecq (ci-dessus) a été construite en 1816. Propriété de la famille Hulín, elle a été rachetée avant la seconde guerre mondiale par la famille Solvay. On y créa le foyer Alice et Thérèse Solvay, qui servait de maison de repos à l'attention des employés de la famille. La maison servait aussi de centre d'accueil pour

les enfants de la commune. Après la guerre, le bourgmestre Rodolphe Bartholomé conclut l'achat de la maison pour la somme de 500 000 F. Il donna oralement sa promesse d'y maintenir la maison communale. Depuis une dizaine d'années, on évoque un transfert des services - qui sont à l'étroit - à l'ancien hospice. Mais l'estimation des tra-

voux, évaluée à 100 millions, a fait reculer la majorité. On parle maintenant d'une extension des bâtiments actuels... La maison communale de Quenast (au centre) a servi de local pour les pensionnés et l'ONE, avant d'accueillir le commissariat de police. Depuis l'installation de la zone de police à Tubize, les locaux sont déserts. Ils devraient être

mis en vente dès que les travaux dans le centre de Quenast seront terminés.

Enfin, la maison communale de Bierghes (ci-dessus) se trouvait dans une annexe à cette habitation située au n° 13 de la place Léopold Nuttink. Les locaux ont été affectés à l'école communale, située à l'arrière.